



## Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, René REVOL, Philippe SAUREL

## Ressources - Taxe de Séjour - Modification des tarifs - Adoption

Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, rapporte :

Afin de contribuer au financement des équipements touristiques du territoire et à leur promotion, Montpellier Méditerranée Métropole a institué une taxe de séjour intercommunale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, par délibération n°14854 du 27 septembre 2017.

Cette imposition s'applique sur l'ensemble des communes du territoire à l'exception de la commune de Lattes, qui a souhaité en conserver la gestion. Seules les personnes ne résidant pas sur le territoire y sont assujetties. L'article L. 2333-30 du Code général des collectivités territoriales encadre les tarifs adoptables par les collectivités. Ils correspondent à un montant forfaitaire par nuit et par personne, pour chaque catégorie d'hébergements, à l'exception des hébergements non classés ou en attente de classement.

En effet, pour cette catégorie, le tarif applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 un tarif proportionnel au coût de la nuit, un pourcentage compris entre 1 % et 5 % du coût par personne de la nuit dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité. Il a été fixé à 3 % sur le territoire d'application de la taxe de séjour métropolitaine par délibération n°M2018-481 du 20 septembre 2018. Il est à noter que de nombreux territoires touristiques appliquent le taux de 5 %

Les meublés de tourisme étant rarement classés, ils font majoritairement partie de cette catégorie. Pour autant, la qualité d'hébergement et de service proposés rendent leurs prestations et leurs tarifications comparables aux autres catégories d'hébergement. C'est pourquoi afin de favoriser la conformité entre le tarif et la prestation, et l'équité entre les différents acteurs de l'hébergement touristique, il est proposé de porter le taux à 5 %.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De fixer le tarif de taxe de séjour applicable aux hébergements non classés ou en attente de classement à 5,0 % ;
- D'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161824-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.